

Déclaration des élus des groupes Gwadeloup Plurielle et Solidaire et Péyi Gwadeloup

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Élus,
Chers Collègues,

Aujourd'hui, en cette assemblée, les élus des groupes GPS et Péyi Gwadeloup prennent la parole avec un profond sens des responsabilités et du devoir envers notre pays. C'est donc avec une certaine gravité, mais une authentique détermination que nous souhaitons exposer les raisons pour lesquelles nous persistons à demander le report de ce congrès.

1. Manque de respect envers les partis politiques : Bien que les partis politiques aient été entendus, leurs propositions n'ont pas été prises en compte ni intégrées de manière exhaustive. Cela témoigne d'un manque de considération pour les divers courants de pensée qui composent notre paysage politique.

2. Absence de consensus politique : Nous ne pouvons que regretter amèrement l'absence de consensus politique solide et unanime autour des enjeux cruciaux de notre rencontre. Le Congrès des élus doit être un lieu de concorde et de dialogue constructif, et non celui de la division étalée devant notre population qui aimerait tant retrouver confiance en ses élus.

3. Absence des députés : Il n'est pas acceptable que les députés ne puissent s'exprimer, sauf à créer un précédent politique hasardeux. La présence et la participation active des députés issus des prochaines élections sont indispensables pour que les résolutions adoptées trouvent un relais efficace auprès du Gouvernement.

4. Incertitude face aux intentions du futur gouvernement : La France n'a plus ni Parlement, ni Gouvernement. Nous avançons dans l'inconnu quant à la capacité d'écoute et aux intentions d'un futur gouvernement sur la question de l'évolution institutionnelle et statutaire de la Guadeloupe. Une telle incertitude compromet la fiabilité de nos décisions..

5. Non-enregistrement de la résolution Péyi Gwadeloup/GPS : La proposition de résolution sur une écriture constitutionnelle soutenue par Péyi Gwadeloup et Gwadeloup Plurielle et Solidaire qui vous a été transmise il y a une semaine, n'a pas été enregistrée. Cet acte autoritaire porte atteinte à notre capacité de participation active et démocratique à ce congrès. D'autant que, sur le fond, votre seul projet consiste à nous représenter la fusion de la région et du département, comme en 2003, encore une fois dans l'identité législative, ce qui n'est pas à la hauteur de nos enjeux.

6. Absence de calendrier et de visibilité : Nous déplorons l'absence d'un calendrier précis et d'une visibilité claire sur les prochaines étapes. Cette opacité nuit à l'efficacité et à la transparence de nos travaux.

Face à ces carences, ces manquements et ces passages en force, nous ne pouvons cautionner la méthode employée pour l'organisation de ce congrès qu'aucune urgence ne justifie.

Par conséquent, dans un esprit constructif, nous, élus des groupes « Gwadeloup Plurielle et Solidaire » et « Péyi Gwadeloup » :

- **Proposons de reporter ce congrès au mois de septembre 2024.**
- **Proposons au Congrès de reprendre lors de ce prochain congrès notre proposition en tant que cinquième résolution, en, réaffirmant notre engagement envers une évolution institutionnelle et statutaire respectant les principes démocratiques et inclusifs.**

Enfin, refusant de légitimer une méthode que nous estimons inappropriée et irrespectueuse des principes fondamentaux de concertation et de démocratie, nous ne participerons pas aux travaux de ce congrès.

« On ne sort de l'ambiguïté qu'à son propre détriment ».

Nous quittons cette assemblée non pas dans un esprit de défiance, mais pour contribuer à apporter une clarification à nos travaux. Nous agissons là, non par esprit de contestation mais par souci de justice, de transparence, et de respect des valeurs qui doivent guider notre engagement politique.

Je vous remercie de votre attention.

Pour les groupes « Gwadeloup Plurielle et Solidaire » et « Péyi Gwadeloup ».

Bernard GUILLAUM, président du groupe « Peyi Gwadeloup ».

Basse-Terre, le mercredi 12 juin 2024